FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE
46, rue des Petites Ecuries – 75010 PARIS
Tél : 01.44.83.65.55 – Fax : 01.42.46.97.80
E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr - Site : http://www.fo-fonctionnaires.fr

EDITO SITE INTERNET FGF-FO

Projet de Loi travail : ne rien lâcher !

Depuis presque trois mois, les organisations syndicales (FO, CGT, Solidaires et FSU) et de jeunesse exigent le retrait du projet de loi travail. Grèves et manifestations se sont succédé dans de nombreux secteurs, rythmées par des journées fortes de mobilisations interprofessionnelles.

La poursuite et la généralisation de la grève à quelques jours de l'ouverture de l'Euro de football inquiète largement le gouvernement et le président de la République.

Ce projet de loi n'est pas qu'une simple réécriture du Code du travail mais bien un profond changement des relations entre le salarié et le patron. En effet, si ce projet voyait le jour, il en serait fini des droits collectifs rattachés à une branche professionnelle et les droits deviendraient individuels.

Ainsi pour un même métier d'une même branche, les salariés n'auraient pas les mêmes droits d'une entreprise à une autre.

Dans ce contexte, il est évident que chaque entreprise chercherait à mettre en concurrence les salariés et à obtenir des accords pour supprimer les droits.

Concernant la fonction publique, chacun a bien compris que si cette loi s'appliquait au secteur privé, le secteur public ne serait pas épargné et les statuts particuliers de corps comme la gestion nationale seraient remis en cause.

Le 14 juin prochain pour la première fois, la journée de grève interprofessionnelle se matérialisera par une manifestation nationale à Paris.

Pour la FGF-FO, il n'y a pas d'hésitation à avoir. Le 14 juin, comme nous le faisons depuis le début du conflit, nous serons au côté de nos camarades du privé, pour exiger le retrait du projet de loi travail.
A ce titre un préavis de grève a déjà été déposé.

Enfin, dans ce contexte tendu, la FGF-FO rappelle que c'est bien le gouvernement qui est responsable de la dégradation du climat social et qu'il est temps que celui-ci entende les revendications des salariés et des jeunes largement partagées par une majorité de citoyens.

Fait à PARIS, le 8 juin 2016